

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARKEMA Lacq

Etablissement de Lacq

BP n 13

64170 Lacq

Références : DREAL/2025D/10644

Code AIOT : 0005205103

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement ARKEMA Lacq implanté Pôle Economique - 1, RN 117 BP n°13 64170 Lacq. L'inspection a été annoncée le 13/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection intervient dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 juin 2024 et de l'action nationale 2025 concernant les PFAS contenus dans les mousses d'extinction.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA Lacq
- Pôle Economique - 1, RN 117 BP n°13 64170 Lacq
- Code AIOT : 0005205103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site d'Arkema sur la plate-forme de Lacq est dédié à la fabrication de produits chimiques organiques soufrés pour diverses applications.

L'établissement est autorisé par l'arrêté préfectoral du 12 octobre 1999 et réglementé à travers plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires. Le site est classé IED et Seveso Seuil haut, et a fait l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) approuvé le 06 mai 2014.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 16/04/2004, article 3.7.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	4 mois
2	Capacité de rétention	Arrêté Préfectoral du 16/04/2004, article 3.5	/	Demande d'action corrective	1 mois
5	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Emulseur contenant des PFAS	Arrêté Préfectoral du 05/09/2024, article 2	Sans objet
4	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
6	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctanoïque sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
7	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexanoïque sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
8	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet
9	Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas déféré à la mise en demeure prise par arrêté préfectoral le 21 juin 2024.

Au regard des difficultés techniques qui ont conduit à ce retard, des engagements de l'exploitant à mettre en conformité l'installation en mars 2026 et des mesures compensatoires mises en place, il n'est pas proposé à ce stade de sanctions administratives. L'inspection prend ainsi note du retour à la conformité du site prévu pour mars 2026. Dans le cas où ce délai ne serait pas respecté, des sanctions administratives seront proposées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2004, article 3.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Récupération des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 21/06/2023

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2025

Prescription contrôlée :

L'établissement est équipé d'un bassin pouvant recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux d'extinction ou les eaux pluviales susceptibles d'être polluées recueillies après une pluviométrie importante.

Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 juin 2024 : "La société Arkema, dont le siège social est situé 420 rue d'Estienne d'Orves, 92700 Colombes, est mise en demeure pour son établissement de Lacq de respecter les dispositions des articles 3.71 et 3.7.2 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2004 et 9.9 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2013 en disposant d'un bassin de confinement pouvant recueillir les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux d'extinction incendie, au plus tard le 30 juin 2025.

Ce bassin respecte les dispositions des articles 3.7.3 et 3.7.4 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2004 : il est étanche aux produits qu'il récupère. Les eaux doivent s'écouler dans ce bassin par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident.

Les organes de commandes nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement ou à partir d'un poste de commande.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu naturel qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, traitement approprié.

Ce bassin de confinement est maintenu vide en permanence et ne doit pas être confondu avec les réserves incendie.

Constats :

Contexte :

Par courrier du 12 juin 2025, l'exploitant a demandé un report de 4 mois du délai de l'échéance de l'APMD fixée au 30 juin 2025, fixant une nouvelle échéance au 31 octobre 2025.

Un porter à connaissance a été déposé le 17 juillet 2025 concernant la mise en place d'une solution de confinement à savoir une bâche souple d'une capacité de 1200 m³ alimentée par une pompe de relevage associée à un bassin tampon de 60m³. Les remarques de l'inspection sur ce porter à connaissance sont présentées ci-dessous.

Dans son courrier du 21 novembre 2025, l'exploitant informe l'inspection d'un nouveau retard de réalisation du projet qui ne permettra pas de tenir son échéance du 30 octobre 2025 en raison de la complexité de réalisation de la fosse de relevage, de difficultés organisationnelles avec les autres lotis et de difficultés techniques pour définir le système d'extinction du Hall. L'exploitant présente un nouveau planning avec une échéance de réalisation du projet en mars 2026.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé que :

- La ligne de canalisation aérienne entre la fosse de relevage et la bâche souple est posée (des travaux sont encore en cours sur l'ouvrage).

- Le remplacement des tronçons enterrés du point 5 à la fosse de relevage est prévu entre mi-février et mi-mars, avec une bascule entre les 2 réseaux prévue semaine 13.
 - La bâche souple a été réceptionnée sur le site.
 - Le terrain sur lequel la bâche doit être installée a été défriché.
 - La réalisation du merlon et de la plate-forme permettant de recevoir la bâche est à faire.
 - La conduite des effluents du Hall vers le réseau enterré des eaux usées biodégradables est assemblée (des travaux sont encore en cours sur l'ouvrage).
- Ces points ont été constatés sur le terrain.

Remarque de l'inspection sur le porter à connaissance de juillet 2025 :

Pour rappel, l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une ICPE précise article III-11I - *Conception des rétentions* . Les rétentions sont étanches, c'est-à-dire qu'elles répondent aux dispositions suivantes :

- *elles sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité constitué par un revêtement en béton ou tout autre revêtement présentant des caractéristiques d'étanchéité au moins équivalentes ;*
- *elles sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du liquide inflammable éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, s'il existe ;*
- *en cas de rétention locale, le dispositif d'obturation, est maintenu fermé, s'il existe. En cas de rétention déportée, celle-ci est conforme aux dispositions de l'article III-14 du présent arrêté ;*
- *les parois des rétentions sont incombustibles. Si le volume de ces rétentions est supérieur à 3 000 litres, les parois sont RE 30, à l'exception de celles creusées. L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.*

A noter que cet article fixe des dispositions applicables à l'ensemble des rétentions (locale ou déportée, nouvelle ou existante, associée à un stockage couvert ou extérieur) mais pas aux bassins de confinement qui sont visés par l'article VII.1 du même arrêté. Néanmoins, si la rétention déportée est commune au bassin de confinement, les dispositions de l'article III.11 deviennent également applicables au bassin de confinement. De plus, l'article III-14 du même arrêté dispose V - *Le liquide recueilli est dirigé de manière gravitaire vers la rétention déportée. En cas d'impossibilité technique justifiée de disposer d'un dispositif de drainage passif, l'écoulement vers la rétention associée peut être constitué d'un dispositif de drainage commandable manuellement et automatiquement sur déclenchement du système de détection d'incendie ou d'écoulement. Dans ce cas, la pertinence, le dimensionnement et l'efficacité du dispositif de drainage sont démontrés au regard des conditions et de la configuration des stockages.*

En cas de mise en place d'un dispositif actif, les équipements nécessaires au dispositif (pompes, etc.) sont conçus pour résister aux effets auxquels ils sont soumis. Ils disposent d'une alimentation électrique de secours et, le cas échéant, d'équipement empêchant la propagation éventuelle d'un incendie.

VI. - *Le dispositif d'extinction ainsi que le dispositif de drainage font l'objet d'un examen approfondi périodiquement et d'une maintenance appropriée. En cas de dispositif de drainage actif, celui-ci fait l'objet de tests de fonctionnement périodiques, à une fréquence au moins semestrielle. Les dates et résultats des tests réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à*

la disposition de l'inspection des installations classées.

De même, des prescriptions identiques sont prises à l'article 19 de l'arrêté du 03/10/2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une ICPE soumise à autorisation :

19-1 A chaque citerne utilisée comme un réservoir fixe de volume supérieur à 3 000 litres est associée une capacité de rétention dont la capacité utile est au moins égale à 3 000 litres.

19-2 Dispositions applicables aux autres liquides

Sont considérés comme autres liquides, les liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, autres que les liquides inflammables.

Tout stockage de ces autres liquides est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

-100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

-50 % de la capacité globale des réservoirs et récipients associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

19-3 L'exploitant veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence. Les rétentions sont étanches, et résistent à l'action physico-chimique des liquides pouvant être recueillis.

Les rétentions associées à des liquides inflammables répondent aux dispositions du point 22-1 du présent arrêté.

Elles font l'objet d'un examen visuel approfondi annuellement et d'une maintenance appropriée.

Les parois des rétentions sont incombustibles.

Si le volume de ces rétentions est supérieur à 3 000 litres, les parois sont RE 30.

Ainsi, la solution technique retenue soulève les questions suivantes :

- **quelle est la résistance de la bâche aux produits chimiques contenus dans les eaux d'extinction ?**
- **la bâche est-elle incombustible ?**
- **quelles sont les procédures de nettoyage ou d'entretien liées à la conservation de l'intégrité de la bâche ?**
- **en cas d'incendie, que se passe-t-il si la bâche atteint sa capacité maximale ?**
- **les procédures d'urgence ont-elles été modifiées pour intégrer ce nouveau bassin et détourner les eaux polluées ?**
- **quelles sont les opérations d'examen et de maintenance prévues sur les canalisations, les bassins tampons, la pompe, la bâche ?**
- **si la bâche est considérée comme bassin de confinement et non comme rétention déportée, qu'en est-il des capacités de rétention requises conformément à la réglementation en vigueur ?**

Point sur le dimensionnement de la rétention des eaux incendie :

A ce jour, la dernière note de dimensionnement du volume maximal nécessaire pour le

confinement des eaux d'extinction transmise à l'inspection date du 18 juillet 2023 et fait état d'un besoin de rétention 4000 m³.

L'exploitant a précisé que cette note a été mise à jour pour correspondre à la solution technique proposé dans le porter à connaissance de juillet 2025 d'un volume de 1200 m³.

En l'absence de ces éléments, l'inspection n'est pas en mesure de donner suite au porter à connaissance transmis en juillet 2023.

En tout état de cause, il est de la responsabilité de l'exploitant de respecter la mise en demeure en dimensionnant de manière adaptée ses installations.

En conclusion, l'exploitant n'a pas déféré à la mise en demeure du 21 juin 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet les éléments d'appréciation repris dans le constat ci-dessus permettant de justifier des modalités de confinement retenues.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Capacité de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2004, article 3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Capacité de rétention

Prescription contrôlée :

La rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Constats :

La rétention de la sphère de stockage de méthanol comporte des eaux météoriques dans le caniveau périphérique ainsi que de la boue dans laquelle la végétation commence à s'installer.
Afin de garantir l'intégrité de la rétention, le curage de la rétention est à réaliser.

La fosse de rétention des wagons d'isobutène et de propylène pour l'unité TBM/IPM contient de l'eau en fond ainsi qu'un échafaudage sur toute la hauteur de la rétention, l'exploitant n'a pas pu préciser quelle était l'utilité de cet échafaudage.

Afin de garantir la disponibilité de rétention, un point sera fait sur les travaux en cours et

<p>l'échafaudage sera retiré le cas échéant.</p>
<p>Les eaux météoriques contenues dans les rétentions seront évacuées conformément aux dispositions en vigueur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les actions correctives identifiées pour garantir la disponibilité et l'efficacité des rétentions. Les constats réalisés doivent être étendus à l'ensemble des installations du site potentiellement concernées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Emulseur contenant des PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2024, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Emulseur contenant des PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « émulseur susceptible de contenir des PFAS », tout émulseur contenant au moins une substance avec un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF3-) ou méthylène (-CF2-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié et dont la somme des concentrations en PFAS est supérieure à 1 ppm.</p> <p>L'exploitant devra remettre au Préfet avant le 31 mars 2025 une étude incluant au besoin des données technico-économiques permettant de définir des solutions pour supprimer des produits utilisés sur son site pour des objectifs de défense de ses installations contre l'incendie tout émulseur susceptible de contenir des PFAS. Cette étude est accompagnée, le cas échéant, d'un échéancier de mise en œuvre de la solution retenue.</p> <p>Dans l'attente de la suppression des PFAS dans les mousses anti-incendie, les émulseurs susceptibles d'en contenir au sens de la définition du présent article ne seront plus utilisés pour des essais ou des exercices, sauf à être strictement contenus et traités dans une filière d'élimination des déchets adaptée.</p> <p>L'exploitant définira des procédures permettant d'assurer que le déroulement des exercices et la gestion des eaux d'extinction en cas de sinistre permettront de confiner les eaux d'extinction résultant de l'utilisation d'émulseurs susceptibles de contenir des PFAS tels que définis dans le présent article, et ainsi d'éviter tout rejet dans l'environnement, y compris par infiltration dans les sols ou contamination des eaux pluviales de ruissellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de suppression des émulseurs à base de fluor de site a été transmis au préfet par courrier du 15 avril 2025.</p> <p>Trois installations de protection incendie sont existantes sur le site de Lacq :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Installation de protection de la distillation Ouest de l'unité Méthyl-Mercaptan :

l'installation la plus récente permet le refroidissement des colonnes et des équipements de la structure Distillation Ouest par un système déluge dopé par un agent mouillant à 2%. L'installation est composée d'un ensemble de Grand Récipient Vrac (GRV) d'émulseur (volume de 4 m³) connecté entre eux par flexible vers un proportionneur où le mélange est réalisé. Cet émulseur contient aujourd'hui plus de 25 ppb de PFOA.

- Installation de protection de la fosse de rétention des wagons d'isobutène ou de propylène pour l'unité TBM/IPM : installation composée d'un injecteur / proportionneur 3-6% et de déversoirs pour recouvrir la surface de la fosse. Le volume d'émulseur associé est de 400 L. Cet émulseur contient aujourd'hui moins de 25 ppb de PFOA.
- Installation de protection de la cuvette de rétention associée au stockage de méthanol : installation composée d'un injecteur / proportionneur 3-6% et de déversoirs pour recouvrir la surface de la cuvette. Le volume d'émulseur associé est de 1 m³. Cet émulseur contient aujourd'hui moins de 25 ppb de PFOA.

Dans son courrier, l'exploitant s'engage en première étape, à arrêter définitivement l'utilisation dès juillet 2025, des émulseurs ayant plus de 25 ppb de PFOA, soit environ 80% du volume total d'émulseur présent actuellement sur le site.

En mesure compensatoire, le refroidissement de l'unité sera réalisé 100% à l'eau.

La visite a permis de constater que les GRV sont toujours en place, les vannes sont cependant fermées et scellées.

L'exploitant a prévu d'évacuer le stock d'émulseur vers une filière adaptée au plus tôt en début d'année avec les eaux de lavage des tuyauteries.

En seconde étape, l'ensemble de la substitution sera terminé au plus tard en 2028.

Des analyses ont été faites sur l'émulseur de l'unité Méthyl-Mercaptan par le traiteur de déchets. Ce rapport ne précise pas la méthode d'analyse employée. **L'exploitant demandera des précisions sur ce rapport avant de le transmettre à l'inspection.**

Pour les deux autres émulseurs, l'exploitant s'en est tenu aux données du fournisseur.

La mise en œuvre de mousse dans les exercices ne se fait pas, par habitude. Aucune procédure n'a donc été mise à jour sur ce point. L'exploitant précise que chaque exercice fait l'objet d'un plan d'exercice validé en amont qui précise les moyens mis en œuvre.

L'exploitant précise que toutes les zones susceptibles d'être arrosées sont collectables, en effet les déversoirs de mousse sont dans les fosses de rétention (constat fait sur place pour la fosse de rétention des wagons d'isobutène ou de propylène et le stockage du méthanol).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].

4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;
- b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
- d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

Constats :

Deux installations de protection incendie contiennent des PFOA sur le site :

- Installation de protection de la fosse de rétention des wagons d'isobutène ou de propylène pour l'unité TBM/IPM : installation composée d'un injecteur / proportionneur 3-6% et de déversoirs pour recouvrir la surface de la fosse. Le volume d'émulseur associé est de 400 L. Cet émulseur contient aujourd'hui moins de 25 ppb de PFOA.
- Installation de protection de la cuvette de rétention associée au stockage de méthanol : installation composée d'un injecteur / proportionneur 3-6% et de déversoirs pour recouvrir la surface de la cuvette. Le volume d'émulseur associé est de 1 m³. Cet émulseur contient aujourd'hui moins de 25 ppb de PFOA.

L'exploitant s'est engagé à substituer ces émulseurs avant fin 2028 (cf. PDC n°3).
Les eaux d'extinctions sont projetées directement dans la rétention borgne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.
Constats : L'exploitant a transmis les informations sur la nature et le volume de ces stocks à l'inspection par courrier du 26 septembre 2023. Non-conformité : Aucune mise à jour de cette information n'a été faite depuis plus de 12 mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet une version actualisée des informations sur la nature et le volume de ces stocks à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : Article 3 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. [Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]

<p>Article 4</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Annexe I</p> <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.</p> <p>2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise qu'aucune installation de son site ne contient de PFOS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p>[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]</p> <p>Article 4</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Annexe I</p> <p>3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise qu'aucune installation de son site ne contient de PFHxS.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) une autre substance, en tant que constituant; b) un mélange; c) un article; <p>sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.</p> <p>5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation; - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; - à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise qu'aucune installation de son site ne contient de PFCA C9-C14.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes</p>

les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.

5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.

Constats :

L'exploitant précise qu'aucune installation de son site ne contient de PFHxA.

Type de suites proposées : Sans suite